

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant
pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N°203
26 septembre 2012

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

CDFN de la FSU des 18 et 19 septembre

La direction de la FSU fait grand bruit sur le traité européen (TSCG) ... pour mieux faire silence sur le budget 2013 !

**Elle a tenté au cours du CDFN d'interdire la parole
au courant Front Unique qui combattait :**

- **Pour l'abrogation de la loi sur les « contrats d'avenir »**
- **Pour le front unique des organisations du mouvement ouvrier pour que la majorité PS PCF ne vote pas le budget 2013**
- **Pour la rupture de la concertation sur la « loi de refondation de l'école » (annualisation, diminution des congés, remise en cause du bac comme diplôme nationale et anonyme)**

C'est un fait nouveau et grave. C'est le premier CDFN de la FSU où l'appareil a tenté d'interdire la parole au courant Front Unique. De manière grossière, la présidence de séance coupait la parole à nos représentants au bout de quelques dizaines de secondes sur les trois minutes qui leur étaient officiellement généreusement accordées. Mieux même, notre camarade n'a pas même pu présenter la motion de solidarité avec les mineurs sud africains (voir plus bas).

Il y a des raisons à cela, bien au-delà du simple sort du courant Front Unique.

Le gouvernement Hollande Ayrault Duflot Pinel s'apprête, pressé par les capitalistes, à mener la plus violente offensive contre les acquis ouvriers. Des milliers de suppressions de postes sont programmées au budget 2013 au ministère des finances, à la Culture, au « développement durable » (équipement, environnement). Les salaires vont être bloqués et les progressions de carrière remises en cause. Pour diminuer les cotisations patronales, se profilent augmentation de la CSG, et rétablissement sous une autre forme de la « TVA sociale » de Sarkozy. Mais le gouvernement, dont la faiblesse tient au fait qu'il s'est constitué à la suite d'une défaite sévère des partis bourgeois aux présidentielles et législatives, a pour cela besoin du dialogue social et du plein soutien des appareils. Il en a besoin et il l'obtient : participation « constructive » à la conférence sociale, deux mois de concertation sur la loi de refondation – qui continue -, et aujourd'hui participation aux concertations sur le « marché du travail » et le « financement de la protection sociale ».

Dans ce contexte, pas une voix discordante ne doit s'exprimer dans les syndicats. Pas une seule voix pour dénoncer le soutien plein et entier de l'appareil de la FSU aux « contrats d'avenir » au moment où dans un autre secteur, la SNCF, la direction annonce que les prochains 500 recrutements vont l'être sous forme de contrats d'avenir à 900 euros et non d'emplois statutaires.

Pas une seule voix pour dénoncer la participation à la concertation sur la loi de « refondation » au moment où le ministre Peillon annonce très officiellement qu'un de ses éléments centraux sera la diminution de quinze jours des congés d'été, tout en précisant par ailleurs qu'il n'est évidemment pas question d'augmenter le salaire des enseignants.

Dans ce contexte, le « débat » convenu entre différentes fractions de l'appareil de la FSU sur les modalités de participation à la « mobilisation » contre le TSCG au nom de la lutte « contre l'austérité » a tout d'un écran de fumée pour camoufler le fait que la direction de la FSU n'a pas la moindre intention de combattre le budget 2013 (Elle s'est opposée à toute perspective de combat dans ce sens appelant à voter contre la motion Front Unique).

Précisons les choses. Le TSCG est évidemment totalement réactionnaire et le courant Front unique combat pour que la majorité PS PCF PG à l'Assemblée le rejette (ce que ne font pas d'ailleurs les initiateurs de la prétendue « mobilisation » contre le TSCG). Il est réactionnaire non pas tant parce qu'il fixe des objectifs de réduction de déficits : les différents gouvernements, tout entiers occupés à déverser des milliards pour les capitalistes et les banquiers, sont bien

incapables d'atteindre ces objectifs qui relèvent du serment d'ivrogne. Il est réactionnaire parce qu'il constituera une arme supplémentaire pour frapper sans relâche les masses populaires.

Mais justement le prochain coup sera porté lors du budget 2013. Or n'est-il pas remarquable que nombre de partisans du « Non » (députés de la prétendue « gauche » du PS, dirigeants EELV) annoncent en même temps leur engagement dès maintenant à voter le budget 2013 ? Le soutien au budget 2013 au nom du combat contre le TSCG, c'est au fond la position de l'ensemble des appareils syndicaux. C'est cette arnaque politique qui ne devait pas être dévoilée.

La place du courant Front Unique (malgré ses limites) est dans ce contexte particulièrement importante, comme elle l'est, sur le terrain qui est le nôtre depuis toujours, celui de l'internationalisme prolétarien (voir au dessous).

Une première victoire contre ceux qui veulent nous bâillonner a été remportée avec la présentation de 182 candidats pour le renouvellement des instances de la FSU. Dans un peu plus d'un mois, les élections auront lieu. Il faudra d'ailleurs se battre pour que tous les syndiqués soient véritablement en situation de voter. Il faudra se battre aussi pour que le vote assure la confirmation de notre présence, au compte des personnel,s dans les instances de la FSU

Honte aux complices des assassins en Afrique du Sud !

En Afrique du Sud, la police a assassiné dans des conditions barbares (voir par exemple Le Monde du 11 septembre) des dizaines de grévistes mineurs en grève pour des augmentations de salaire. Sur ordre d'un gouvernement vertébré par l'ANC dans lequel siègent des dirigeants du PC sud africain et de la centrale syndicale COSATU. La direction de la FSU a interdit à notre camarade de présenter la motion de soutien aux mineurs (voir plus bas). La même interdiction avait prévalu à la CA académique du SNES de Grenoble. Ce n'est donc pas un accident !

D'ailleurs l'US du 15 septembre nous permet de comprendre la chose. Quelques lignes nous parlent d'une « grève sauvage » de « perturbations qui se répètent » et qui ont débuté par des « rivalités syndicales ». Le nombre de morts évoqués met ensemble et sur le même plan flics et grévistes. On croirait un communiqué du ministère de l'intérieur ! A l'évidence, ce qui prime pour la direction de la FSU c'est la solidarité avec les « camarades ministres » du gouvernement d'assassins et non celle avec les mineurs assassinés alors que la répression continue dans les townships. Silence, on assassine..... Voilà pourquoi elle a refusé toute prise de position en solidarité avec les mineurs

Intervention d'Yvon Breda dans le débat général

Ce qui caractérise en premier lieu cette rentrée, c'est l'approfondissement de la crise du mode de production capitaliste, qui se concentre aujourd'hui dans la zone euro. Il n'est pas possible d'en évoquer ne serait-ce que les principaux développements dans une intervention de trois minutes. Mais s'il faut n'en prendre qu'un, alors considérons la décision prise par la Banque Centrale Européenne au début du mois : dans toute l'Union Européenne, les banques en faillite devraient désormais être renflouées de manière « illimitée ».

C'est particulièrement significatif à plus d'un titre. Ce qu'exprime cette annonce, pour commencer, c'est que ce n'est pas la Grèce, ce n'est pas non plus l'Espagne, mais bien l'Union Européenne dans son ensemble, et toute l'économie capitaliste du Vieux Continent – berceau historique du capitalisme – qui est menacé d'effondrement si de nouvelles faillites bancaires venaient à survenir.

Mais encore : l'annonce de la BCE concentre en réalité la volonté politique de tous les gouvernements d'Europe, chacun au service de ses capitalistes. Il s'agit d'œuvrer coûte que coûte au maintien et à la survie du capitalisme en faillite.

On voit bien qu'il n'y a pas d'« austérité aveugle », pas d'idéologie comme le martèlent trop souvent la Confédération Européenne des Syndicats et les directions syndicales, dont celle de la FSU. Pas d'« austérité » pour les banquiers et les patrons : au contraire, pour eux, c'est guichet ouvert. Mais il s'agit de présenter la facture à quelqu'un : alors, chaque gouvernement se dispose à faire payer toujours plus cher aux travailleurs.

En France, lors des dernières élections, les travailleurs et la jeunesse ont exprimé leur refus de payer encore et encore pour la crise des capitalistes : ils l'ont exprimé, en barrant la route à Sarkozy, le candidat qui incarnait au plus haut degré cette politique ; puis en portant au pouvoir une majorité de députés des partis issus du mouvement ouvrier : le PS, le PCF et le Parti de Gauche. Pourtant, le gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel qui s'est formé à la suite des élections se situe en opposition frontale aux aspirations que les travailleurs ont exprimées.

Ce gouvernement s'aligne totalement sur les exigences de la bourgeoisie française. Pour n'en donner que l'illustration la plus évidente : à l'université d'été du MEDEF, ce sont non pas un, non pas deux, mais dix ministres qui se sont bousculés, Ayrault en tête. Et cela, pour opiner du chef aux injonctions de Parisot selon qui le budget 2013 doit être « un budget au service des entreprises » !

Et ce gouvernement s'exécute : loin d'avoir laissé passer « 100 jours pour rien », comme l'entonnent à tue-tête les Mélenchon et consorts, il a travaillé sans relâche, avec la coopération des dirigeants syndicaux, au maintien de toutes les contre-réformes mises en œuvre sous Sarkozy-Fillon. Alors que le nombre de chômeurs est en passe de franchir, non pas la barre des trois, mais bien celle des cinq millions, ce gouvernement a avalisé le plan de PSA, et accompagne partout

ailleurs les plans de licenciements massifs. Il a également maintenu la quasi-totalité des suppressions de postes dans la Fonction Publique, faisant payer très cher aux autres ministères les nouvelles créations de postes dans la police.

Et maintenant, c'est une nouvelle offensive de grande ampleur que ce gouvernement prépare. Contre-réforme annoncée du droit du travail, pour faciliter les licenciements et instituer, je cite Sapin, une « flexi-sécurité à la française ». Contre-réforme annoncée de la Sécurité Sociale, dont la première pierre doit être la transformation de la TVA Sarkozy en une nouvelle forme de prélèvement, probablement une hausse de la CSG, toujours sur le dos des travailleurs – tandis que Hollande lui-même a confirmé le maintien des exonérations de « charges » pour le patronat.

Et pour mener cette offensive, le gouvernement s'appuie sur une coopération plus étroite que jamais des dirigeants syndicaux...

(La tribune intervient pour pousser le représentant du courant Front Unique à « conclure ». Ledit représentant proteste et parvient à arracher... une minute supplémentaire!)

Les représentants du courant « Front Unique » interviendront à ce CDFN au sujet des « emplois d'avenir » et de la « loi d'orientation » en préparation dans l'enseignement public. Mais je conclurai sur un dernier point.

L'offensive que le gouvernement prépare se concentre aujourd'hui dans le projet de budget 2013. Un intervenant précédent l'a dit lui-même : « On ne connaît pas encore tous les détails de ce budget, mais ce qu'on sait, c'est qu'il s'agira d'un budget d'austérité, de coupes budgétaires et de suppressions de postes. »

Alors, le débat sur le nouveau traité européen TSCG qui s'annonce pour ce CDFN ne doit pas servir à occulter la question du budget, ni à camoufler la responsabilité fondamentale du gouvernement en la matière.

Le courant Front Unique est évidemment opposé à ce traité qui présente les coups portés aux travailleurs, la volonté politique de faire payer la crise aux travailleurs, comme une politique d'« austérité » inévitable et nécessaire. Mais alors, s'il s'agit d'empêcher l'adoption de ce traité, la responsabilité des dirigeants de la FSU est bien de dire « À bas le TSCG », et non de demander un référendum, comme le font la plupart des organisations signataires de l'appel à manifester le 30 septembre.

Si, à travers le TSCG, il s'agit de combattre les coupes budgétaires et l'offensive annoncée contre les travailleurs et la jeunesse, alors le combat contre ce traité est indissociable du combat contre le projet de budget 2013.

C'est pourquoi, la responsabilité fondamentale de ce CDFN est de se prononcer en faveur d'une **manifestation nationale massive à l'Assemblée Nationale** au moment de la discussion budgétaire. La direction de la FSU se doit de proposer l'organisation d'une telle manifestation aux autres syndicats de travailleurs et d'étudiants. Ensemble, ils doivent exiger de la majorité PS-PCF-PG à l'Assemblée Nationale :

- **Ne ratifiez pas le TSCG**
- **Ne votez pas le budget 2013**

Intervention de Marie Claire Saint Lager : A bas le budget 2013 ! Non à la ratification du TSCG !

Le contexte du budget 2013 est que face à une crise du capitalisme aux effets toujours plus dévastateurs, le gouvernement PS-Vert- radicaux de Gauche a décidé de répondre en se soumettant servilement aux exigences du MEDEF.

Ce budget 2013 s'annonce comme un plan d'austérité d'une ampleur inédite avec une facture de plus de 30 milliards d'euros que, pour l'essentiel, les travailleurs et la jeunesse vont devoir payer. Avec :

- La suppression de postes et la réduction des budgets notamment dans les secteurs dits non prioritaires ;
- Un nouveau coup d'accélération de la précarité via le financement des 150 000 « emplois d'avenir », la CDIisation en remplacement de postes statutaires ;
- De nouvelles coupes dans le budget de la sécurité sociale ;
- Les retraités sont désignés comme des nantis pour pouvoir les taxer ;
- La TVA sociale de Sarkozy repeinte en vert, etc. etc.

Comment peut-il en être autrement quand la devise du gouvernement est de payer la dette rubis sur l'ongle? Et cette dette qui ne cesse de s'accroître. Entre juin 2011 et juin 2012, les plans d'austérité de Fillon ont atteint une vingtaine de milliards d'euros. Dans le même temps la dette de l'Etat s'est envolée de plus de 70 milliards d'euros.

Comment ? Des dizaines de milliards ont été généreusement octroyés aux banquiers au titre du loyer de cette dette ou *via* le Font européen (FESF) qui sert à renflouer les banques qui spéculent sur la dette des Etats au bord de la faillite comme la Grèce.

A l'évidence cette dette n'est pas celle des travailleurs.

Alors, st-ce que le rôle de la FSU est de définir « *la voie qui permettrait de maîtriser la dette* » comme le dit le texte Action ?

A l'inverse son rôle est de se prononcer pour le non-paiement de cette dette. Sinon comment défendre les revendications ?

En France comme en Europe, le TSCG est fait pour être une arme dans les mains des gouvernements pour imposer des budgets d'austérité de plus en plus durs.

Précisons, ce n'est pas la France qui s'apprête à ratifier le TSCG, mais les députés PS alliés à ceux de l'UMP. Une telle alliance UMP-PS serait la négation même des votes de mai-juin dernier. En effet, si les travailleurs ont chassé Sarkozy et sa majorité UMP en élisant une majorité PS-PCF, c'est pour en finir avec Sarkozy et sa politique, ce n'est pas pour voir les députés PS ratifier, avec ceux de l'UMP, le copié-collé de son traité.

La ratification du TSCG qui doit intervenir juste avant la discussion du budget à l'Assemblée. On voit bien comment Hollande veut pouvoir utiliser l'alliance UMP-PS sur le TSCG pour préparer des conditions idéales pour l'adoption de son budget d'austérité.

C'est pourquoi il est nécessaire de mener de front le combat contre le TSCG et celui contre le budget, ces deux combats sont indissociables. Et pour ce faire prendre appui sur l'existence d'une majorité PS-PCF en organisant mais une manifestation centrale à l'Assemblée Nationale pour exiger de cette majorité :

- ne ratifiez pas le TSCG
- ne votez pas le budget 2013

A bas le budget 2013 !

Non à la ratification du nouveau traité européen (TSCG) !

Face à la crise qui ne cesse de s'aggraver le gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel affiche ouvertement son alignement sur les exigences du MEDEF.

Le budget 2013 s'annonce comme un plan d'austérité d'une ampleur inédite dont la facture de plus de 30 milliards d'euros va être présentée pour l'essentiel aux travailleurs et à la jeunesse.

Pour s'en prendre aux acquis des travailleurs, en France comme en Europe, le nouveau traité européen TSCG constituera une arme supplémentaire dans l'arsenal du gouvernement.

Refuser l'austérité que le gouvernement souhaite imposer implique donc de combattre de front le TSCG et le budget 2013. L'un comme l'autre sont antagoniques avec la défense des revendications : arrêt des suppressions de postes dans la FP, rétablissement des postes supprimés, augmentation du point d'indice, titularisations des précaires dans le cadre du statut général de la FP ...

Le budget 2013 et le TSCG ont pour objectif commun de faire payer toujours plus la crise aux travailleurs.

Le CDFN de la FSU se prononce contre la ratification du TSCG et contre le budget 2013. Ils vont être soumis en octobre au vote de la majorité PS-PCF-PG que les travailleurs ont élue pour marquer au contraire leur refus de continuer à payer la crise.

Dans ces conditions, le CDFN de la FSU considère qu'il est de sa responsabilité d'exiger de cette majorité qu'elle refuse de ratifier le TSCG et de voter le budget 2013.

Dans cette perspective, il mandate la direction FSU pour qu'elle propose aux autres organisations syndicales l'organisation une manifestation centrale à l'Assemblée en direction des députés PS-PCF-PG sur les mots d'ordre suivants :

- ne ratifiez pas le TSCG !
- ne votez pas le budget 2013 !

Pour : 4, Contre : 79, Abs : 15, RdV : 18

Intervention d'Yves Ankaoua : rupture de la concertation sur la loi de refondation !

La rentrée a été catastrophique dans les établissements et ses effets vont s'accroître tout au long de l'année.

Tout l'empilement des contre-réformes Sarkozy est resté intact.

Toutes les suppressions de postes des années antérieures ont été intégralement maintenues. Et pour celles de 2012, le gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel en a validé pas moins de 92%.

Mais ce gouvernement ne se contente pas d'entériner les régressions antérieures, il s'attelle à achever le sale boulot que le gouvernement Sarkozy-Fillon n'a pas eu le temps d'accomplir et en particulier contre les statuts et les services des enseignants et les rythmes scolaires. Il est significatif que pour cela il s'appuie sur le rapport Pochard et sur celui sur les rythmes scolaires tous deux commandités par Sarkozy.

Sur les rythmes scolaires, Peillon a déjà annoncé la perspective d'une augmentation de 36 jours supplémentaires de classe dans le 1^{er} degré, alors qu'en 2008, Sarkozy avait supprimé 24 samedis (les autres étant déjà vauqués).

Peillon a aussi évoqué une diminution de 2 semaines des congés d'été et l'instauration d'un zonage qui serait le prélude à la remise en cause du bac comme diplôme national. Il est consternant que la direction du Snuipp ait jugé utile de

commander un sondage sur les rythmes scolaires qui a permis à Peillon de justifier ses annonces. Dans ce sondage, il est révélateur que l'avis des enseignants n'apparaisse pas.

Selon certains, nos collègues qui subissent une dégradation ininterrompue de leurs conditions de travail seraient attentistes.

Mais ce que nos collègues sont en droit d'attendre des dirigeants syndicaux, c'est qu'ils s'opposent aux mesures régressives égrenées chaque jour par Peillon et qu'ils mettent en avant les revendications des personnels.

Personne ne peut être dupe, la concertation autour de la « refondation de l'école » n'a qu'un seul objectif : permettre au gouvernement de pouvoir montrer que toutes les mesures qu'il annonce ou prépare ont l'aval des représentants syndicaux.

En conséquence, le CDFN la FSU doit décider de rompre la concertation sur la « refondation » de l'école et appelle les directions de ses syndicats à prendre la même position.

C'est pourquoi le courant Front unique vous appelle à voter notre motion n°2 pour la rupture de la concertation sur la « refondation de l'école »

Rupture de la concertation sur la « refondation » de l'école

Le gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel a ouvert en juillet dernier une concertation pour lancer une « refondation » de l'école.

Cette concertation se fait sur les bases de « textes de référence » qui sont des rapports commandés par Sarkozy, préconisant la liquidation des décrets de 1950, la création d'un statut de directeur d'école qui soit réellement un supérieur hiérarchique ou encore l'allongement de l'année scolaire.

Depuis la rentrée Peillon lui-même a annoncé la suppression de 15 jours de congés, et l'allongement de 144 à 180 jours la durée de l'année scolaire en primaire, et même avoué penser à un zonage des vacances d'été.

Ces mesures représenteraient une augmentation du temps de travail considérable, une véritable augmentation de l'exploitation des enseignants ! Le zonage des vacances scolaires quant à lui représente une offensive contre le baccalauréat comme diplôme national.

En raison des mauvais coups que prépare le gouvernement, le CDFN de la FSU décide de rompre cette concertation et ses déclinaisons dans les départements et les académies.

Pour : 10, Contre : 88, Abs : 7, RdV : 14

Intervention de Julien Barathon : abrogation de la loi sur les « emplois d'avenir »

Le gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel, après sa rencontre avec le MEDEF, a engagé une vaste offensive, et d'ores et déjà a fait adopter son projet de loi « emplois d'avenir », au nom du chômage des jeunes. Ce seront 150 000 contrats dans la fonction publique, dont 18 000 emplois d'avenir professeurs dans l'enseignement.

La secrétaire générale, Bernadette Groison a dit que ce dispositif était insuffisant... en quoi ? Ils ne sont pas assez nombreux ? Leur statut n'est pas assez précaire ? Elle a ajouté qu'il fallait l'accepter au titre de mesure d'urgence, et qu'ils devraient être transformés en emplois durables.

Devraient ? C'est du syndicalisme fiction ! Par quelle alchimie la précarité peut-elle être transformée en son contraire ?

En réalité depuis des années le chômage sert à augmenter la précarité, à faire baisser les salaires !

Qu'on en juge :

Ce sont des CDI de 36 mois, faut-il commenter ? Voilà un nouveau type de contrat qui ouvre des perspectives aux patrons !

Ils seront recrutés par les chefs d'établissement ;

Leur rétribution sera plafonnée à 900 euros, bourses comprises ;

Ils exerceront des activités pédagogiques, et la troisième année ils seront devant les classes.

Peillon nous dit, la main sur le cœur qu'ils ne seront pas utilisés comme des bouche-trous... mais chacun peut constater que les enseignants à statut précaire ne sont pas employés comme des bouche-trous, cela ne se voit jamais !

Le comble du cynisme c'est de présenter ce dispositif comme du prérecrutement ! En réalité c'est de la pré-exploitation ! Il s'agit d'avoir recours sur une échelle élargie à des étudiants pour les mettre devant des classes, comme c'est le cas actuellement pour les étudiants de M1 et M2 dans certains départements.

Il s'agit d'une attaque contre la jeunesse et le statut d'enseignant. Alors non, nous ne pouvons accepter ! La FSU doit se prononcer pour l'abrogation des emplois d'avenir...

S'il s'agit réellement de lutter contre le chômage des jeunes, alors il faut revendiquer l'ouverture de postes aux concours !

S'il s'agit de prérecruter, alors il faut des dispositifs comparables à ceux qui existaient autrefois, écoles normales, IPES, qui payaient les études !

S'il s'agit de permettre aux étudiants d'accéder aux concours facilement, alors il faut revendiquer l'abrogation de la mastérisation et le retour à un vrai stage.

Pour l'abrogation des emplois d'avenir

Au prétexte de chômage des jeunes, le gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel, se lance dans le recrutement de contrats aidés. Dans l'enseignement, 18 000 contrats sont prévus, avec un dispositif spécifique, les emplois d'avenir professeurs. Ils sont cyniquement présentés comme un prérecrutement.

De quoi s'agit-il ?

- des contrats à durée indéterminée de 3 ans maximum, de droit privé...
- les jeunes seraient recrutés par les chefs d'établissement ;
- leur rémunération, bourses comprises ne pourraient dépasser 900 euros ;
- ils exerceraient, à temps partiel (par rapport aux 35 heures légales) des activités pédagogiques, et la troisième année, ils enseigneraient.

Ce dispositif est à la fois une attaque contre le droit de la jeunesse à obtenir un travail et un salaire décent, et une attaque contre le statut des enseignants... il vise à remettre en cause le recrutement par concours.

Dans ces conditions, le CDFN se prononce pour l'abrogation de la loi sur les emplois d'avenir.

Pour : 11, Contre : 85, Abs : 8, RdV : 15

Motion Afrique du Sud (motion mise aux voix après que notre camarade en commission se soit vu notifiée l'interdiction de la présenter)

Depuis le 10 août, les mineurs du village de Marikana employés par la compagnie britannique Lonmin sont entrés en grève pour défendre leurs revendications salariales et leur dignité.

Depuis, ils font face à une répression meurtrière, organisée de concert par Lonmin et le gouvernement sud-africain de Jacob Zuma :

- le 16 août, plusieurs dizaines d'entre eux ont été massacrés par la police sud-africaine ;
- fin août, plusieurs dizaines de mineurs incarcérés après ce massacre, ainsi que plusieurs mineurs encore hospitalisés étaient menacés d'inculpation pour « meurtre » - celui de leurs collègues ! - en vertu d'une jurisprudence datant de l'apartheid ;
- seule l'indignation populaire massive découlant de ces poursuites explique qu'ils aient, depuis, été relâchés... « provisoirement », selon le chef du parquet ;
- le 7 septembre, malgré cette répression, les mineurs décidaient de rejeter l'« accord » de reprise du travail signé par Lonmin et le syndicat minier de la fédération syndicale COSATU... syndicat qui n'a jamais soutenu leur grève ;
- le 15 septembre, à nouveau, des centaines de policiers sud-africains, dépêchés par le gouvernement, effectuaient une perquisition violente à Marikana, blessant de nombreux mineurs et leurs familles (plusieurs femmes ayant été hospitalisés) ;

Et le président sud-africain Zuma ne cache pas sa volonté de faire intervenir l'armée si nécessaire !

La raison de cet acharnement est qu'à la suite des mineurs de Marikana, par dizaines de milliers, d'autres travailleurs des mines de platine et d'or, qui partagent les mêmes conditions d'exploitation et de misère, sont entrés dans un puissant mouvement de grève, grève dite « sauvage » par les assassins, grève qui menace d'ébranler le système de corruption et d'exploitation féroce en vigueur dans le pays.

Ainsi, 18 ans après la « fin » proclamée de l'apartheid, la classe ouvrière sud-africaine constate qu'aucune de ses revendications fondamentales n'a été satisfaite par les gouvernements vertébrés par l'ANC : pire, ces travailleurs subissent pour fait de grève une répression sanglante de la part du gouvernement de Zuma, au compte des intérêts des trusts miniers occidentaux pillant le pays ! C'est pourquoi les mineurs reprennent le combat.

En conséquence, le CDFN de la FSU prend position :

- **Halte à la répression des mineurs sud-africains !**
- **C'est le droit le plus élémentaire des mineurs sud-africains que de faire grève !**
- **Soutien aux revendications des mineurs grévistes**

Pour que ces exigences ne restent pas lettre morte, la FSU décide d'appeler, dans les plus brefs délais, à l'organisation d'une **manifestation à l'ambassade d'Afrique du Sud**. Elle s'adresse aux dirigeants des organisations syndicales ouvrières (CGT, FO...) et étudiantes (UNEF), aux partis issus du mouvement ouvrier (PS, PCF, PG...) pour qu'ils en fassent de même.

Pour : 11, Contre : 66, Abs : 16, RdV : 25